

9.F.7. Note du ministère des Affaires étrangères, 12 juillet 1994,
Personnalités accusées par le FPR d'être responsables des
massacres

Déclassifié

OBJET : personnalités accusées par le FPR d'être responsables des massacres.

L'Ambassade du Rwanda nous a communiqué un document qu'elle attribue au FPR et qui contient la liste (non exhaustive) des personnalités accusées par le Front d'être responsables des massacres.

Il est divisé en 5 catégories : responsables d'administrations, politiciens, miliciens, administrateurs locaux, autres.

1) Responsables d'administrations

La liste comprend :

- tous les Ministres du gouvernement intérimaire, y compris M. Faustin Munyazesa, qui a refusé de regagner Kigali après le 6 avril et a été remplacé à son poste et que M. Twagiramungu considère comme un modéré. Le FPR l'accuse d'être membre de "l'escadron de la mort".

- M. Enoch Ruhigira, directeur de cabinet du Président Habyarimana. Actuellement à Nairobi, il a refusé la direction du cabinet du Président ad-intérim. M. Twagiramungu le qualifie de modéré et l'a approché pour lui demander de se joindre à lui, ce qu'il a refusé. Pour le FPR, il est membre de "l'escadron de la mort".

- Le Président de la République ad-intérim.

- Mme Habyarimana

- M. Mbonampeka, qui n'exerce plus de responsabilités ministérielles depuis environ 2 ans. Juriste, membre du PL (opposition), il avait la charge du portefeuille de la Justice, avant de démissionner en se plaignant des obstructions mises par la gendarmerie à son travail mais aussi semble-t-il parce que des membres de son parti avaient été surpris transportant des explosifs pour le FPR et qu'il avait alors douté de son engagement politique.

Il avait alors fondé, avec E. Gapyisi, le Forum Paix et Démocratie, qui entendait réunir tous ceux qui entendaient lutter à la fois contre le régime du Président Habyarimana et le FPR, quelle que soit leur appartenance politique. Après l'assassinat de Gapyisi, en mai 1993, M. Mbonampeka avait publiquement accusé le FPR. Au sein du PL, il avait ensuite pris le parti de la "tendance Mugenzi" (plus proche d'Habyarimana).

Il aurait fait partie de la délégation rwandaise à la réunion extraordinaire de la commission des Droits de l'Homme.

- M. Ferdinand Nahimana, ex-directeur général de l'Office Rwandais d'Information, est le fondateur de RTLM (Radio des Mille Collines). Historien (doctorat de la Sorbonne, publications chez l'Harmattan) et théoricien du "pouvoir hutu".

L'indication selon laquelle il est hors du Rwanda fait sans doute référence à la rumeur (fausse) selon laquelle il serait en France.

2) Politiciens

Parmi la trentaine de noms on relève notamment :

- Jean-Bosco Barayagwiza, directeur général des affaires politiques au Ministère des Affaires Etrangères mais aussi responsable éminent de la CDR, qu'il semble diriger depuis l'assassinat de son Président en février dernier.

- plusieurs membres importants du MRND : son président (Mathieu Ndirumputse), son vice-président (Ferdinand Kabagema) et son secrétaire général (Joseph Nzirorera) ainsi que d'autres responsables, au nombre desquels Edouard Karamera, ex-secrétaire général qui a pris le portefeuille de l'Intérieur au sein du gouvernement intérimaire.

- Des personnalités proches du Président Habyarimana : Juvenal Uwiringiyimana, de l'ORTPN (Office des Parcs Nationaux, qui relevait directement du Chef de l'Etat), Charles Nyandwi (Ministre des PTT puis de l'Enseignement Supérieur de 1980 à 1989), Sperancie Karwera, qui travaillait à la Présidence et faisait souvent officieusement passer les messages du Chef de l'Etat.

- Plusieurs responsables de partis d'opposition, parmi lesquels Donat Murego et Froduald Karamira, principaux adversaires de F. Twagiramungu au sein du parti MDR, dont ils dirigent la tendance "Hutu Power". D. Murego était aussi un opposant au Président Habyarimana et avait préféré passer 10 ans en prison plutôt que de demander son pardon. Mais il entendait faire du MDR l'héritier du parti Parmehutu qui avait aboli la monarchie en 1959 (il a consacré un livre à l'histoire de cette période) et s'affirme totalement opposé à la "restauration" voulue par le FPR. Il aurait des liens familiaux avec notre pays.

3) Milices

Pas de commentaires.

4) Administrateurs locaux

La liste comprend 7 Préfets (sur 11 Préfectures) et près d'une cinquantaine de bourgmestres (sur environ 150 communes).

Ce nombre élevé s'explique par le rôle important que jouent Préfets et bourgmestres, qui ont pu encourager ou limiter les massacres. Il est sans doute aussi dû à la volonté du FPR de prendre le contrôle de l'administration locale, qui l'avait conduit à revendiquer le portefeuille de l'Intérieur dans le gouvernement élargi.

Parmi les personnalités citées, on note le nom du Colonel Tharcisse Renzaho, qui avait en fait démissionné de son poste de préfet de Kigali au début de l'année pour réintégrer les cadres de l'armée (et qui, selon Amnesty International, jouerait un rôle important dans RTL), et de Jean-Baptiste Gatete, déjà cité à plusieurs reprises pour le rôle qu'il avait joué dans les massacres du Bugesera (il semble que ce soit sa présence dans le camp de Ngara, en Tanzanie, qui ait provoqué les récents troubles, les ONG exigeant son départ, refusé par la population).

De façon peu logique, cette rubrique intègre aussi les responsables de l'armée, parmi lesquels :

- le Colonel Theoneste Bagosora, directeur de cabinet du Ministre de la Défense. Son influence s'est nettement accrue après la fuite de l'ancien Ministre, James Gasana (menacé par des éléments de l'Akazu, semble-t-il), en juillet dernier, et son remplacement par Augustin Bizimana. F. Tagiramungu le considère comme un extrémiste et l'accuse d'être directement lié à l'assassinat du Premier Ministre (qu'il voulait empêcher de prendre la parole à la radio le matin du 7 avril) et au déclenchement des massacres.

- Le Colonel Anatole Nsengiyumva, commandant le secteur de Gisenyi. F. Twagiramungu le cite parmi les extrémistes.

- Le Colonel Serubuga, ancien chef d'état-major adjoint, cité par F. Twagiramungu comme extrémiste.

- Le Colonel Augustin Bizimungu. Celui-ci commandait le secteur opérationnel de Ruhengeri au moment de la mort du chef d'état-major dans l'avion présidentiel. Il n'a pas été aussitôt nommé à ce poste, d'abord confié au Colonel Gasintzi (sans doute plus ancien dans son grade). Mais il l'a très vite remplacé après la reprise des hostilités. Il est considéré comme un officier de valeur et le FPR, qui l'a eu en face de lui à Ruhengeri, le sait.

Le comité de coordination des forces démocratique du changement au Rwanda, fondé par F. Twagiramungu en mai dernier, a d'abord condamné "le commandement de l'armée et de la gendarmerie pour sa participation active dans l'organisation des massacres en cours". Mais le futur Premier Ministre s'interroge aujourd'hui sur le rôle exact d'A. Bizimungu et pense qu'il n'a peut-être pas trempé dans les exactions. Les Américains auraient aussi reçu des informations contradictoires à son sujet.

- Le Colonel Kabiligi a essayé de lancer la contre-offensive dans le Bugesera en mai-juin. Il semble jouir d'une bonne réputation militaire.

- Le Général Ndindiliyimana, chef d'état-major de la gendarmerie. Considéré comme un modéré, il a contribué, avec l'aide de la France, à faire de la gendarmerie une arme plus conforme à un Etat de droit.

Toutefois, alors qu'il était le seul officier général après la mort du chef d'état-major de l'armée le 6 avril et qu'il commandait la gendarmerie, il n'a rien fait pour arrêter les massacres. Originaire de Butare, il est vrai qu'il occupait une place assez marginale dans l'appareil militaire et ses gendarmes n'auraient sans doute pas osé s'opposer à la garde présidentielle. Il ne s'est toutefois pas désolidarisé des autorités et n'a pas condamné les massacres. Il vient de quitter ses fonctions, en théorie pour devenir Ambassadeur à Bonn.

- Le Colonel Rutayisire, responsable de la DGSE, devait devenir chef d'état-major adjoint de la gendarmerie (le chef d'état-major venant du FPR). Beau-frère de Gatabazi, un des principaux membres de l'opposition (PSD) et Ministre des Travaux Publics, il était vu avec une certaine méfiance par la mouvance présidentielle.

Cette liste comprend enfin 2 beaux-frères et un gendre du Président Habyarimana :

- Protais Zigiranyirazo : membre éminent de l'Akazu, ancien préfet de Ruhengeri (où, selon certaines rumeurs, il aurait joué un rôle dans l'assassinat de D. Fossey), il avait été écarté par le Président Habyarimana qui avait réussi à l'envoyer au Canada avec une bourse d'études. Reconnu coupable de menaces à l'encontre d'étudiants rwandais proches du FPR, il en avait été expulsé l'été dernier par un jugement aux attendus particulièrement sévères.

Des rumeurs aussi insistantes que fausses prétendent que nous l'avons évacué et/ou qu'il réside en France.

- Séraphin Rwabukumba, autre beau-frère, a un problème de santé.

- Alphonse Ntiriwamunda, gendre du Président Habyarimana.

5) Autres

Cette dernière rubrique est hétérogène. On y relève :

a) des journalistes ou propriétaires de média

- Félicien Kabuga, grand homme d'affaires qui a financé RTL. Selon Amnesty International un de ses fils serait marié à une fille du Président Habyarimana.

- Hassan Ngeze, rédacteur en chef du journal Kangura, défendant des thèses extrémistes hutu (cf. "les 10 commandements du Hutu").

- Telesphore Bizimungu, dénoncé par le FPR comme actionnaire de RTL. est probablement le directeur général des télécommunications.

b) Des hommes d'affaires parmi lesquels Pierre Basabose, qui avait connu brièvement la prison fin 1993 pour le détournement de 40 T. d'aide alimentaire du PAM (et serait à l'origine de l'attentat qui avait suivi contre le procureur général de Kigali, militant des droits de l'homme, A. Nkubito).

c) Des proches du pouvoir

- Simeon Nteziryayo, directeur de la Sonarwa et ancien Ministre (de la Jeunesse, des Travaux publics, à la Présidence).

- Denis Ntirugirimbabazi, ancien Ministre du Plan et gouverneur de la Banque centrale. Il avait fait échouer à l'été dernier une tentative d'escroquerie importante, apparemment montée par J. Mugenzi (Ministre PL du Commerce) avec l'accord (naïf ou intéressé ?) du Premier Ministre et du Ministre des Finances. Sa

succession (il arrivait à l'âge de la retraite) avait ensuite donné lieu à une épreuve de force entre le Président Habyarimana et le Ministre des Finances (d'opposition).

d) Quelques militaires sont cités dans cette dernière catégorie, parmi lesquels le Colonel Rwagafilita, qui avait joué un rôle important dans la lutte contre les infiltrations de réfugiés tutsis au milieu des années 60, avait ensuite occupé des fonctions au cabinet du Président Habyarimana à l'époque où celui-ci était encore Ministre de la Garde Nationale et de la Police, formé les troupes commandos au début des années 70 et détenu des portefeuilles ministériels (Jeunesse, Fonction Publique et Emploi)./. 

J.M. MARLAUD

DIFFUSION :

Présidence de la République (M. DELAYE)

Cabinet du Premier Ministre (M. de MONTFERRAND)

CAB (M. EMIE, Mme LOISEAU-DUCOULOMBIER)

DAM (M. de La SABLIERE, Mme BOIVINEAU, M. CILLARD)